



Numéro PPQ/9488

mardi 3 mai 2016

Les grands titres:

- L'Envoyé de l'ONU espère un retour de la trêve en Syrie
- Le Conseil de sécurité condamne les attaques contre des hôpitaux en temps de guerre
- Journée mondiale : l'ONU défend la liberté de la presse, facteur de développement durable
- Rio 2016 : une jeune réfugiée syrienne relaie la flamme olympique à Brasilia
- Un expert de l'ONU inquiet que la lutte contre l'extrémisme violent serve d'excuse pour restreindre la liberté d'expression
- L'ONU appelle à mettre les technologies de l'information au service du développement durable
- Yémen : Ban Ki-moon se félicite du lancement du mécanisme onusien chargé de faciliter les importations
- Environnement et climat : nomination des nouveaux chefs du PNUE et de la CCNUCC

L'Envoyé de l'ONU espère un retour de la trêve en Syrie



L'Envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

3 mai - A la suite de discussions à Moscou sur les pourparlers inter-syriens, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, s'est dit mardi prudemment optimiste sur le retour très prochain de la cessation des hostilités dans ce pays.

« Ce que les Syriens veulent entendre, ce ne sont pas des bombes, des roquettes, des obus », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse conjoint avec le Ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

L'Envoyé spécial a indiqué s'être rendu à Moscou afin de discuter avec les autorités russes du sentiment qu'il est urgent de ne pas gâcher ce qui a déjà été réalisé.

C'est pour cette raison, a-t-il dit, qu'il a souligné auprès des principaux pays soutenant les pourparlers de paix inter-syriens, la Russie et les Etats-Unis, lors d'un exposé devant le Conseil de sécurité, que la cessation des hostilités en Syrie était menacée.

M. de Mistura a rappelé que les pourparlers au cours du mois de mars avaient été actifs, avec le sentiment que la cessation des hostilités et la distribution de l'aide humanitaire faisaient des progrès.

Mais depuis, il y a un sentiment que cette cessation des hostilités est en danger, a-t-il dit. C'est pour cette raison qu'il semble crucial que les parties prenantes soient en mesure de relancer la cessation des hostilités, a-t-il ajouté.

« Nous espérons tous un retour de la cessation des hostilités, peut-être dans les prochaines heures », a-t-il encore dit. « Si cela se passe, alors nous serons de nouveau sur la bonne voie ».

Lundi, Staffan de Mistura a rencontré à Genève le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry, pour discuter de la situation actuelle sur le terrain en Syrie.



De son côté, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les belligérants à s'engager immédiatement à un retour de la cessation des hostilités et à respecter leur responsabilité de protéger les civils.

Le Conseil de sécurité condamne les attaques contre des hôpitaux en temps de guerre



Une infirmière prend soin d'un enfant en bas âge dans un incubateur à l'hôpital Al-Sabeen de Sanaa. Plus de 600 établissements médicaux ont fermé au Yémen à cause des attaques subies dans le conflit et de la pénurie de matériel et de personnel médical. Photo : UNICEF / Mohamed Yasin

3 mai - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mardi une résolution qui condamne fermement les attaques prenant pour cible les malades, le personnel médical et les hôpitaux en temps de conflit armé et appelle les Etats à mettre en œuvre des mesures efficaces pour prévenir et réprimer ces incidents.

Dans cette résolution, le Conseil condamne fermement les actes de violence, attaques et menaces visant les blessés et les malades, le personnel médical et les agents humanitaires dont l'activité est d'ordre exclusivement médical, ainsi que les hôpitaux et les autres installations médicales. Il condamne également l'impunité dont jouissent, en temps de conflit armé, les auteurs de ces actes.

Le Conseil déplore les répercussions durables que ces attaques ont sur la population civile et les systèmes de santé des pays concernés. Il demande aux Etats de mettre en place des mesures efficaces pour prévenir et réprimer, en temps de conflit armé, ces actes de violences et attaques, notamment en ouvrant des « enquêtes exhaustives, impartiales et efficaces », en élaborant « des mécanismes juridiques nationaux » et en recueillant « des données sur les manœuvres d'obstruction, les menaces et les attaques physiques ».

Le Conseil exige ainsi de toutes les parties à un conflit armé qu'elles respectent pleinement les obligations que leur impose le droit international, en garantissant la protection de l'ensemble du personnel médical et des établissements de santé.

Les 15 membres exigent également de toutes les parties à un conflit armé qu'elles facilitent « l'accès sans entrave et en toute sécurité » du personnel médical et des agents humanitaires dont l'activité est d'ordre exclusivement médical.

Le Conseil prie les États « d'intégrer des mesures concrètes visant à assurer la protection » des blessés, malades et services médicaux dans le cadre de la planification et de la conduite de leurs opérations armées.

En outre, le Conseil exprime son intention de faire en sorte que les mandats des opérations de maintien de la paix des Nations Unies contribuent, si nécessaire, « à instaurer des conditions de sécurité favorables à la fourniture d'une assistance médicale, conformément aux principes humanitaires ».

S'exprimant devant les membres du Conseil dans le cadre de l'adoption de cette résolution, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué la participation à cette réunion des dirigeants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de Médecins sans frontières (MSF), qualifiant les deux ONG de « partenaires de qualité, jouant un rôle unique et vital dans les zones de conflit et de catastrophe ».

M. Ban est revenu sur la condamnation, la semaine passée, par le responsable de la mission de MSF dans la ville d'Alep, en Syrie, d'une nouvelle attaque contre un établissement de santé de la ville.

« Il réagissait à une frappe aérienne, selon toute vraisemblance menée par le gouvernement de la Syrie, qui a détruit un hôpital et tué au moins 20 personnes, dont trois enfants et le seul pédiatre restant de la région, le Dr. Mohammad Wassim Maaz », a précisé le chef de l'ONU. « Pourtant, cet acte épouvantable n'était que le dernier assaut militaire en date à prendre pour cible le système de santé en Syrie », a déploré le Secrétaire général.

Aujourd'hui, a-t-il poursuivi, près de la moitié de toutes les installations médicales en Syrie sont fermées ou ne fonctionnent que partiellement, ce qui prive des millions de Syriens de soins de santé vitaux.

« Un schéma similaire de destruction systématique des établissements de santé peut être observé au Yémen », a déclaré le

chef de l'ONU, précisant que plus de 600 établissements médicaux ont fermé à cause des dommages subis dans le conflit et des pénuries de matériel et personnel médical.

L'an dernier, l'ONU a dénombré 59 attaques contre 34 hôpitaux dans le pays, a indiqué le Secrétaire général, ajoutant qu'en janvier 2016, les frappes aériennes de la coalition ont également frappé l'hôpital Shiara, qui traite environ 120.000 personnes dans le gouvernorat de Saada.

« Et en octobre dernier, à Kunduz, en Afghanistan, un bombardement mené par l'armée des Etats-Unis a détruit un autre hôpital de MSF et tué des dizaines de personnes, dont des patients brûlés vifs dans leurs lits », a rappelé M. Ban.

« Soyons clairs : les attaques intentionnelles et directes contre les hôpitaux sont des crimes de guerre », a-t-il ajouté, appelant tous les États membres, les parties à des conflits et les acteurs concernés à respecter la nouvelle résolution du Conseil de sécurité.

Le chef de l'ONU a rappelé que ces questions seraient à nouveau débattues dans le cadre du premier Sommet humanitaire mondiale, qui aura lieu à Istanbul, en Turquie, les 23 et 24 mai prochains.

« J'encourage les États membres à saisir l'occasion fournie par le Sommet pour prendre des mesures concrètes afin de respecter les normes qui protègent l'humanité », a dit le Secrétaire général.

Journée mondiale : l'ONU défend la liberté de la presse, facteur de développement durable



Photo : ONU / Violaine Martin

3 mai - A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, deux hauts responsables des Nations Unies ont appelé mardi à défendre la liberté et l'indépendance de la presse ainsi que le droit d'accès à l'information, estimant qu'ils sont essentiels pour parvenir au développement durable.

« En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, j'exhorte tous les gouvernements, politiciens, entreprises et citoyens à promouvoir et à protéger l'indépendance et la liberté des médias. Sans ce droit fondamental, la population est moins libre et moins autonome, mais avec, nous pourrions construire ensemble un monde digne et offrant des possibilités à tous », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un message.

Les droits de l'homme, les sociétés démocratiques et le développement durable sont tributaires de la libre circulation des informations et le droit à l'information est fonction de la liberté de la presse, a-t-il ajouté, précisant que la Journée mondiale de la liberté de la presse est célébrée chaque année afin de protéger l'indépendance des médias et de rendre hommage aux professionnels des médias qui risquent ou qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Le Secrétaire général a fait remarquer que la Journée coïncide cette année avec trois grands événements : le 250^{ème} anniversaire de la première loi relative à la liberté d'information au monde, dont le champ d'application englobait la Suède et la Finlande actuelles ; le 25^{ème} anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Windhoek sur les principes de la liberté de la presse ; et la mise en application des objectifs de développement durable, adoptés au sein du Programme à l'horizon 2030.

Il a rappelé combien la liberté de la presse et la libre circulation des informations sont essentielles non seulement pour informer les citoyens sur les objectifs de développement durable, mais aussi pour leur permettre de faire tenir leurs promesses à leurs dirigeants.

« Les médias, y compris les nouveaux médias en ligne, qui occupent une place de plus en plus importante, sont les yeux et les oreilles du monde entier : nous bénéficions tous des informations qu'ils diffusent », a-t-il ajouté.

M. Ban a insisté sur le fait que les médias doivent être libres, indépendants et en mesure d'exercer en toute sécurité.

Or, bien trop souvent, des journalistes sont menacés, harcelés, se heurtent à des obstacles ou sont même tués dans leur quête d'informations, a-t-il déploré, ajoutant que de nombreux autres sont détention, parfois dans des conditions déplorables, pour avoir fait la lumière sur des failles de gouvernements, des malversations d'entreprises ou des problèmes de société.

« Je suis très préoccupé par les restrictions de plus en plus grandes auxquelles font face les professionnels de médias dans de nombreux pays, les restrictions à la liberté d'expression empêchant le progrès », a dit M. Ban.

Dans un message publié pour la Journée, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a également de son côté insisté sur la sécurité des journalistes, rappelant qu'un professionnel des médias est tué tous les cinq jours.

« Cela ne peut plus durer et, s'appuyant sur le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, l'UNESCO travaille avec les gouvernements du monde entier dans le but de créer un environnement libre et sûr pour les journalistes », a déclaré Mme Bokova.

En célébrant cette Journée, a-t-elle dit, le monde souligne l'importance d'un journalisme libre et indépendant pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Dans cet esprit, j'appelle à l'union en faveur de la défense et de la promotion de la liberté de la presse et du droit d'accès à l'information », a appelé la Directrice générale de l'UNESCO.

Rio 2016 : une jeune réfugiée syrienne relaie la flamme olympique à Brasilia



La jeune réfugiée syrienne Hanan Dacka porte la flamme olympique à Brasilia, le 3 mai 2016. Photo HCR/Gabo Morales

3 mai - Une jeune réfugiée syrienne âgée de 12 ans, qui vit au Brésil depuis un an, a participé mardi au premier relais de la flamme olympique sur le sol brésilien, s'est félicité le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

C'est à la suite de discussions avec le HCR, que le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Rio 2016 a choisi cette jeune fille, Hanan Dacka, pour participer à ce relais. Elle a porté la flamme sur l'Esplanade des ministères à Brasilia, après que celle-ci a quitté le palais présidentiel mardi matin.

Au moment où le nombre de personnes déplacées par les conflits et les persécutions est à son plus haut niveau depuis la Seconde guerre mondiale, ce choix est destiné à marquer la solidarité avec les réfugiés partout dans le monde. Après avoir été allumée pour la première fois le 21 avril dans la ville grecque d'Olympie, berceau des jeux, la flamme a été portée par un réfugié syrien, Ibrahim al-Hussein, à travers le camp d'Eleonas, un centre d'accueil de demandeurs d'asile à Athènes.

Le parcours de la flamme olympique a commencé mardi au Brésil et doit durer près de 90 jours et se conclure par la cérémonie d'inauguration des Jeux, le 5 août, dans le stade Maracana, où la torche olympique sera allumée.

Hanan Dacka, qui est arrivée au Brésil en février 2015, vit avec sa famille à Sao Paulo, dans le sud-est du pays. Elle va à l'école près de chez elle, parle couramment le portugais et a beaucoup d'amis brésiliens, a souligné le HCR.

La jeune réfugiée et sa famille vivaient dans la ville d'Idlib, dans le nord-est de la Syrie. Lorsque la guerre a éclaté, ils ont fui le pays et ont cherché refuge en Jordanie, où ils ont passé deux ans et demi dans le camp de réfugiés de Za'atari. La famille a décidé de quitter la Jordanie et est arrivée au Brésil dans le cadre d'un programme humanitaire. À ce jour, environ 8.000 de ces visas spéciaux humanitaires ont été émis par les autorités brésiliennes.

La guerre en Syrie, qui est entrée dans sa sixième année en mars, a généré 4,8 millions de réfugiés dans les pays voisins et des centaines de milliers en Europe. Sur les 8.700 réfugiés qui se sont installés au Brésil, plus de 2.000 sont de Syrie.

Un expert de l'ONU inquiet que la lutte contre l'extrémisme violent serve d'excuse pour restreindre la liberté d'expression



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye.
Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

3 mai - Un expert des Nations Unies sur les droits de l'homme s'est dit inquiet mardi sur le fait que la lutte contre l'extrémisme violent serve de « parfaite excuse » à des régimes autoritaires pour restreindre la liberté d'expression et pour contrôler l'accès à l'information.

« En mettant en balance la liberté d'expression et la prévention de la violence, les politiques visant à lutter contre l'extrémisme violent ont, souvent volontairement, parfois par inadvertance, mis en danger ou restreint l'indépendance des médias », a déclaré le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye, dans un communiqué de presse publié à l'occasion de la Journée mondiale de liberté de la presse.

Tout en reconnaissant le rôle important que les gouvernements et les acteurs non étatiques jouent dans la lutte contre l'extrémisme violent et son incitation, M. Kaye et ses homologues de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont soulevé des préoccupations dans leur déclaration conjointe annuelle sur le fait que les politiques visant à prévenir et/ou à combattre l'extrémisme violent risquent de fragiliser la liberté d'expression.

Selon David Kaye, s'agissant d'extrémisme et de radicalisation, « en l'absence de définition claire, ces termes peuvent être utilisés pour restreindre une large gamme d'expression légitime ».

« Certains gouvernements ciblent les journalistes, les blogueurs, les dissidents politiques, les militants et les défenseurs des droits de l'homme les qualifiant d'extrémistes' ou de 'terroristes', les rendant coupables de crimes et les maintenant en détention, utilisant les systèmes judiciaires pour lutter contre des infractions vagues et peu claires », a averti M. Kaye.

Selon lui, « le préjudice est ressenti non seulement par les journalistes, mais aussi par leur public, un public qui mérite le droit de connaître et d'accéder à une information d'intérêt général ».

L'ONU appelle à mettre les technologies de l'information au service du développement durable



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à l'écran), dans un message vidéo diffusé à l'ouverture du Forum annuel 2016 du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), à Genève. Photo : UIT / I. Bois

3 mai - A l'ouverture de l'édition 2016 du Forum du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), organisé à Genève, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à mettre les technologies de l'information et de la communication au service du développement durable.

« Les technologies de l'information et de la communication [TIC] sont les moteurs de l'économie mondiale, et ont révolutionné la façon dont nous communiquons, interagissons socialement et faisons des affaires », a déclaré M. Ban dans un message vidéo diffusé lors de la cérémonie d'ouverture du Forum du SMSI.

Cet événement, hébergé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), a été organisé conjointement par l'UIT, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il s'inscrit dans le cadre du processus permanent de mise en œuvre des objectifs du SMSI, y compris fournir un accès aux TIC équitable et financièrement abordable, en particulier pour les pays en développement et les populations marginalisées, en vue de parvenir à édifier une économie numérique inclusive.

Les TIC, a poursuivi M. Ban dans son message, offrent également des solutions innovantes pour lutter contre le changement climatique, améliorer les soins de santé et l'éducation, et autonomiser les femmes et les personnes vulnérables.

Le chef de l'ONU a précisé que, pour ces raisons, les TIC joueront un rôle clé dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

« Les gens sont plus connectés que jamais. Mais nous avons encore à combler des écarts afin que chacun puisse tirer parti des TIC. Nous devons nous assurer que tout le monde ait un libre accès à l'information », a appelé le Secrétaire général, exhortant les participants au Forum à poursuivre leurs efforts pour assurer l'accès universel à une société de l'information plus ouverte.

Dans un communiqué de presse publié mardi, l'UIT a indiqué que l'édition 2016 du Forum, dont l'objectif est de mettre les nouvelles technologies au service du développement durable, devait rassembler au total 1.800 délégués venus du monde entier.

Dans le cadre du Forum, a précisé l'UIT, des acteurs gouvernementaux, de la société civile et de l'industrie devraient se réunir durant la semaine à Genève, en Suisse, pour élaborer des stratégies afin d'aligner les objectifs de connectivité à l'échelle mondiale, définis à Tunis lors du SMSI organisé par l'ONU en 2005, aux 17 Objectifs de développement durable (ODD) composant le Programme de l'ONU à l'horizon 2030.

Selon l'UIT, la cérémonie d'ouverture, qui a eu lieu dans la matinée de mardi, s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités, y compris le Président du Forum, Daniel A. Sepulveda, Vice-Secrétaire d'Etat adjoint et Coordonnateur de la politique internationale en matière de communications et d'information du Bureau des affaires économiques et sociales au Département d'Etat des Etats-Unis.

Yémen : Ban Ki-moon se félicite du lancement du mécanisme onusien chargé de faciliter les importations



3 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité mardi du lancement officiel le 2 mai du Mécanisme des Nations Unies pour l'inspection et la vérification (UNVIM) destiné à faciliter les importations commerciales au Yémen, suite à une demande formulée par le gouvernement yéménite.

« Le Secrétaire général note que l'UNVIM a été créé pour faciliter la libre circulation de biens et de services commerciaux au Yémen, tout en assurant le respect de l'embargo sur les armes établi par la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité », a dit son porte-parole

dans une déclaration à la presse.

Ce mécanisme, qui sera basé à Djibouti, doit fournir des services de dédouanement rapides et impartiaux aux compagnies maritimes transportant des produits commerciaux importés et de l'aide bilatérale dans les ports yéménites qui ne sont pas sous l'autorité du gouvernement du Yémen.

Le Secrétaire général a noté que le lancement de l'UNVIM fait partie des efforts plus larges visant à soulager les souffrances de civils yéménites. Il espère que ces efforts aboutiront à un règlement politique négocié entre les parties yéménites grâce aux pourparlers qui ont lieu actuellement au Koweït sous l'égide de l'ONU.

Ban Ki-moon a remercié l'Union européenne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour leurs contributions généreuses destinées à soutenir l'UNVIM.

Environnement et climat : nomination des nouveaux chefs du PNUE et de la CCNUCC



La couche d'ozone protégeant la Terre est en voie de reconstitution. Photo PNUE

3 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé mardi la nomination du nouveau Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la nouvelle Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

« Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, à la suite de consultations avec les présidents des groupes régionaux des Etats membres, a informé l'Assemblée générale de son intention de nommer Erik Solheim, de la Norvège, nouveau Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement », a dit son porte-parole dans une note

à la presse.

M. Solheim est actuellement le président du Comité d'assistance au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), un poste qu'il occupe depuis 2013. De 2007 à 2012, il a été Ministre norvégien de l'environnement du développement international. Il a également été Ministre du développement international de 2005 à 2007.

Le Secrétaire général a par ailleurs commencé "le processus de consultation avec la Conférence des parties à travers son bureau et l'a informé de son intention de nommer Patricia Espinosa Cantellano, du Mexique, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) », a dit le porte-parole.

Mme Espinosa Cantellano a plus de 30 ans d'expérience aux plus hauts niveaux dans les relations internationales, avec une spécialisation dans les domaines du changement climatique, de la gouvernance mondiale, du développement durable et la protection des droits humains. Elle est actuellement l'ambassadrice du Mexique en Allemagne et a été Ministre mexicaine des affaires étrangères de 2006 à 2012.